

ANTHROPEN

Le dictionnaire francophone d'anthropologie ancré dans le contemporain

MULTILINGUISME

Heller, Monica
University of Toronto, Canada

Date de publication : 2021-01-21

DOI: <https://doi.org/10.47854/EGEM6963>

[Voir d'autres entrées dans le dictionnaire](#)

Cette entrée ne fournira pas de définition du terme «multilinguisme». Elle vise plutôt une analyse de la manière dont le concept est apparu comme objet de discussion quotidienne, de politique institutionnelle et d'enquête scientifique. Pourquoi le prenons-nous comme quelque chose dont l'existence n'est pas à remettre en question, mais qui doit être décrit et expliqué? Pourquoi son corollaire, le monolinguisme, ne fait-il pas l'objet de débats, voire de mentions, similaires? Pour ce faire, nous prenons comme point de départ que le concept est foncièrement idéologique, et que sa pertinence relève de conditions historiques matérielles en lien avec le rapport entre le colonialisme et la construction de l'État nation (Heller et McElhinny 2017). Il fonctionne sur la base de deux prémisses: 1) les langues sont des systèmes autonomes et étanches; et 2) le monolinguisme est l'état «normal» et demeure donc non marqué; c'est le multilinguisme qui est à expliquer. Cette entrée prend la forme de la généalogie d'une idée reçue issue d'un contexte qui fait que ce concept fait sens, et est utile à des fins politiques et économiques. Ces fins comprennent la production et la reproduction de techniques de discipline de populations (Foucault 1975), dans un régime global capitaliste dont l'organisation par État nations et métropoles/colonies est justifiée par des discours qui construisent les cultures et les langues comme objets naturels – et donc terrains de discipline. Il est certain que les débats sur le pluralisme linguistique remontent très loin dans l'histoire (l'histoire de Babel est probablement l'exemple ancien le mieux connu). Cependant, pour comprendre la signification et la pertinence du concept de multilinguisme de nos jours, nous estimons que nous pouvons commencer avec les processus en cours au XVe siècle, où le capitalisme mercantile commence à relier les États nations émergents d'Europe à l'établissement de colonies outre-mer et internes. Hanks (2010) décrit le rôle de la conceptualisation des langues comme objets d'analyse dans ce processus tel qu'il s'est déroulé au Yucatan au XVe siècle. Comme partout, ici la colonisation a deux facettes: la violence physique et la conversion religieuse. Le

problème pour les religieux responsables de la conversion était de rendre la Bible intelligible aux autochtones. Pour ce faire, il fallait créer un système de description linguistique qui permettrait la traduction d'une langue à l'autre; Hanks qualifie ce processus de «commensuration». À la fois, on extrait la langue comme objet, et on l'insère dans un seul système de description et de mesure. Cette activité se déroule en même temps que l'Espagne se consolide comme État nation après l'expulsion des Arabes, et Nebrija écrit une grammaire pour construire l'espagnol comme langue de cet État-métropole. En passant au capitalisme industriel, les États nations sous gouverne monarchique font face aux intérêts frustrés d'une bourgeoisie en expansion. Selon Hobsbawm (1999), cette bourgeoisie, responsable des révolutions démocratiques des XVIIIe et XIXe siècles, envisage le contrôle du marché par le biais du contrôle politique. Ce contrôle s'exercera sur un terrain géographique de bonne taille pour permettre le fonctionnement du marché industriel, et il nécessite que la population s'investisse dans le projet économique et politique de l'État. L'espace étatique doit établir encore plus qu'avant les formes de commensuration et de discipline déjà mises en œuvre. Ces formes sont multiples: elles touchent à la construction d'une mémoire historique, d'une culture, d'une conversation et d'un espace physique communs. Des disciplines scientifiques et des institutions s'attellent à cette tâche. Ainsi que l'a démontré Anderson (1983), des formes capitalistes de la presse écrite ont joué un rôle central dans la construction d'un espace discursif commun, mais aussi lié à l'État; Grillo (1989) rajoute l'importance pour le fonctionnement de cet espace discursif, et notamment de la bureaucratie, d'une langue standardisée. L'État nation doit être unilingue; à des frontières géographiques claires doivent correspondre des différences linguistiques claires. Chaque État nation développe ses grammaires et ses dictionnaires, ainsi que ses politiques linguistiques, notamment en matière de langue officielle. L'inculcation devient la responsabilité des institutions étatiques ou paraétatiques. Les médias construisent une conversation commune, mais contrôlent aussi le partage de l'information et servent à la socialisation du lectorat aux formes valorisées de citoyenneté. Ils diffusent non seulement en langue standard, mais émettent des opinions fortes concernant le bon usage, que ce soit sur le parler exemplaire des classes moyennes et des femmes dociles (voir Cameron 1995) que sur son revers, le parler indiscipliné de la classe ouvrière, des jeunes ou de groupes marginalisés (comme les Roms, par exemple). Les écoles sont le lieu central d'inculcation de la langue légitime chez les enfants (Bourdieu 1982). L'unilinguisme de l'État nation doit être lui aussi uniforme, un unilinguisme de langue standard. Jusqu'ici nous avons mis l'accent sur la construction de l'unilinguisme standard comme forme idéale, voire «normale» de l'expérience de vie dans l'État nation. Le revers de la médaille, évidemment, concerne la gestion de tout ce qui ne rentre pas dans ce moule, c'est-à-dire toute forme de variabilité et de perméabilité des frontières géographiques, culturelles et linguistiques. L'époque de l'invention du passeport et du recensement est également l'époque de l'invention de la patrouille de frontières linguistiques, autant entre le bon et le mauvais usage, qu'entre «dialectes» (compris comme des variétés régionales de la langue nationale – des sortes de mini-standards) ou «langues» (lire état-nationales). C'est le travail du linguiste et du dialectologue, mais aussi de l'enseignant de la langue, de la secrétaire responsable des textes de son bureau, de l'interprète et de la traductrice (voir Boutet 2012 pour le concept de travail et travailleur.e de la langue). Le concept de multilinguisme est né de ce contexte. D'une part, puisque le régime capitaliste suppose des échanges commerciaux et non pas

des marchés autosuffisants et étanches, le multilinguisme est nécessaire, mais cela doit être un multilinguisme qui respecte les frontières linguistiques, qui ne «mélange» pas. Ce sont en fait des unilinguismes de langue standardisées juxtaposés ou parallèles (Heller 2007), nécessitant un contrôle sur le choix de formes linguistiques (vocabulaire, syntaxe, phonologie) considérées par les outils de discipline de la langue (grammaires, dictionnaires, manuels scolaires, politiques linguistiques) comme appartenant clairement à la langue X et non pas à la langue Y. (Il y a eu des idées alternatives pour éviter ces problèmes, notamment des langues auxiliaires comme l'espéranto, des techniques «interlinguistiques» ou encore des *linguae francae*.) D'office, tout le reste est mauvais. On trouvera ces «mauvaises» formes de multilinguisme dans différents secteurs de la population, par exemple chez les gens qui n'ont pas vécu l'inculcation des frontières langagières parce qu'exclus des institutions qui en sont responsables (par exemple, l'école); ou chez les marginalisés obligés de fonctionner à travers ou en dehors des marchés dominants. De fait, tout comme on explique aux femmes que le bon comportement langagier est nécessaire pour le respect de l'ordre social, on explique également aux parents que la socialisation bilingue de l'enfant peut causer des retards cognitifs et l'échec scolaire (Tabouret-Keller 2011). Ces débats demeurent actuels, par exemple autour des choix de langue d'instruction chez les minorités linguistiques. Ce «mauvais» multilinguisme, puisqu'il se trouve en dehors de l'ordre social, est également perçu comme contamination, voire trahison. On a donc un bon bilinguisme d'élite, pour ceux et celles qui sont responsables des échanges internationaux, et un mauvais pour ceux et celles dont la différence linguistique est la marque de leur inégalité sociale. Depuis les années 1960, époque de l'indépendance de plusieurs colonies européennes, des mouvements démocrates pour les droits civils et l'accès à la modernité, et notamment la démocratisation de l'accès à l'éducation, il y a eu un renouveau d'intérêt pour le thème du multilinguisme, mais sous un autre angle. Dans une tentative de résister au régime discursif qui distingue le bon du mauvais multilinguisme, des chercheur.e.s en linguistique, en éducation, en sociologie et en anthropologie se sont mis à chercher un autre cadre d'analyse. Ils et elles ont d'abord essayé d'utiliser les outils techniques de la description linguistique pour démontrer que le «mauvais» bilinguisme obéit aux mêmes règles que toute autre forme langagière, et donc scientifiquement ne peut pas être jugé chaotique ni même inférieur (Milroy et Muysken 1995). Plus récemment, depuis le tournant du siècle, la mondialisation (que l'on pourrait qualifier de capitalisme intensifié) a entraîné une survalorisation du «bon» multilinguisme afin d'exploiter l'extension des réseaux d'échange et le développement du secteur langagier du marché du travail pour sa gestion (Duchêne et Heller 2012). Ces nouvelles conditions produisent jusqu'à un certain point aussi une distanciation par rapport à l'idée que le multilinguisme en soi pourrait être suspect, même si les versions démotiques prennent leur valeur davantage comme indice d'authenticité dans la culture populaire (pensons aux formes plurilingues dans le rap, par exemple). Ceci dit, l'idée que le multilinguisme demande à être géré demeure intacte. D'une approche qui accepte la variabilité comme inhérente, mais qui respecte la langue comme objet autonome d'enquête, on est passé dernièrement à des approches qui préfèrent voir le multilinguisme comme une forme parmi d'autres de variabilité communicative, et donc qui essaient de dénaturer la séparation entre systèmes langagiers établie dans le régime discursif décrit ci-haut (Tsitsipis 2007). L'idée que la langue puisse être non pas un système autonome et étanche, mais une forme de pratique sociale, est issue

de l'anthropologie, dans ses tentatives de trouver une alternative aux systèmes de valeurs actuels. Évidemment, dans ce cadre, le «multilinguisme» aussi est dénaturalisé et subit le même sort que bien d'autres concepts ayant servi à reproduire l'État nation.

Références

Anderson, B. (1983), *Imagined Communities*, Londres, Verso.

Bourdieu, P. (1982), *Ce que parler veut dire*, Paris, Fayard.

Boutet, J. (2012), «Language workers: emblematic figures of late capitalism», in A. Duchêne et M. Heller (dir.), *Language in Late Capitalism: Pride and Profit*, Londres, Routledge, p.207-229.

Cameron, D. (1995), *Verbal Hygiene*, Londres, Routledge.

Duchêne, A. et M. Heller (dir.) (2012), *Language in Late Capitalism: Pride and Profit*, Londres, Routledge.

Foucault, M. (1975), *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard.

Grillo, R. (1989), *Dominant Languages*, Cambridge, Cambridge University Press.

Hanks, W. (2010), *Converting Words: Maya in the Age of the Cross*, Berkeley, University of California Press.

Heller, M. (dir.) (2007), *Bilingualism: A Social Approach*, Londres, Palgrave.

— et B. McElhinny (2017), *Language, Colonialism, Capitalism: Toward a Critical History*, Toronto, University of Toronto Press.

Hobsbawm, E. (1990), *Nations and Nationalism since 1760*, Cambridge, Cambridge University Press.

Milroy, L. et P. Muysken (dir.) (1995), *One Speaker, Two Languages: Crossdisciplinary Perspectives on Codeswitching*, Cambridge, Cambridge University Press.

Tabouret-Keller, A. (2011), *Le bilinguisme en procès (1840-1940)*, Limoges, Lambert Lucas.

Tsitsipis, L. (2007), «Bilingualism, praxis and linguistic description», in M. Heller (dir.), *Bilingualism: A Social Approach*, Londres, Palgrave, p.277-296.